

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Russie & Europe orientale > Histoire. Bloc soviétique, URSS, Empire russe > Transition capitaliste en Russie et dans l'Est européen > **1953-1980 : quand les peuples de l'Est luttèrent au nom de l'idéal communiste**

Des mouvements oblitérés par les discours de l'après-1989

# 1953-1980 : quand les peuples de l'Est luttèrent au nom de l'idéal communiste

dimanche 12 avril 2020, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2020).

**La passivité des populations du bloc soviétique compte au nombre des idées reçues transformées en vérités historiques après la chute du Mur. Masses privées de libre arbitre, elles ne pouvaient, selon l'Occident, qu'obéir servilement tout en maudissant le communisme. Or nombre des mouvements sociaux qui émaillèrent l'histoire du bloc de l'Est aspiraient en réalité à un vrai socialisme.**

Sommaire

- [Conseils ouvriers en Pologne](#)
- [Les deux Solidarność](#)
- [Une poussée autogestionnaire](#)
- [Pour une « démocratie radicale](#)

La mémoire de l'effondrement du bloc soviétique, en 1989-1991, se décline toujours comme une collection d'images d'Épinal (1). « En 1989, explique le politologue britannique Timothy Garton Ash, les Européens ont proposé un nouveau modèle de révolution non violente — de révolution de velours (2) » ; une image inversée, en somme, de celle qui prenait le Palais d'hiver en octobre 1917. Rien n'incarnerait mieux ce modèle que la Tchécoslovaquie et le dissident célèbre qui devint son président en 1989, Václav Havel, un dramaturge longtemps emprisonné par le régime. Cette interprétation attribuée à l'idéologie libérale et à ses représentants un poids prépondérant dans la victoire de l'Ouest au terme de la guerre froide. Mais Havel lui-même n'y croyait pas. En 1989, admettait-il, « la dissidence n'était pas prête. (...) Nous n'avons eu qu'une influence minime sur les événements eux-mêmes ». Et de désigner le facteur décisif, qui se trouvait un peu plus à l'est : « L'Union soviétique ne pouvait plus intervenir, sous peine d'ouvrir une crise internationale et de rompre toute la nouvelle politique de perestroïka [« reconstruction »] » (3).

Quelques années plus tôt, Garton Ash avait employé le néologisme de « révolution », contraction de « réforme » et de « révolution » (4), pour rendre compte de deux traits combinés de 1989-1991 : une remise en cause de la structure socio-économique et politique du système existant dans un sens capitaliste (révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, selon l'optique), mais par des réformes imposées d'en haut. La Charte 77, par exemple — ce front intellectuel d'opposants auquel Havel appartenait —, manifestait une résistance remarquable à la « normalisation » de la Tchécoslovaquie sous occupation, mais n'exprimait aucun consensus sur les enjeux socio-économiques et ne s'appuyait sur aucune base sociale organisée.

Or des mobilisations démocratiques de masse ont existé au cœur de ces régimes : émeutes ouvrières de juin 1953 à Berlin, conseils ouvriers de Pologne et de Hongrie en 1956, « printemps de Prague » en 1968 — prolongé par l'éclosion des conseils ouvriers tchécoslovaques —, syndicalisme

révolutionnaire de Solidarność (« solidarité ») à Gdańsk, en Pologne, en 1980. C'est cette histoire que l'interprétation libérale de 1989 oblitère ou falsifie pour se l'approprier en la présentant comme anticommuniste. Ces mouvements populaires luttèrent non pour rétablir le capitalisme, mais, au contraire, au nom des idéaux socialistes.

## **Conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie**

Si la fin du parti unique fut populaire, « derrière le Mur, rappelait le philosophe Slavoj Žižek, les peuples ne rêvaient pas de capitalisme » (Le Monde, 7 novembre 2009). Le triomphe de ce dernier ne découla pas d'une volonté des masses, mais d'un choix effectué par la nomenklatura communiste : celui de transformer ses privilèges de fonction en privilèges de propriété. Si cette « grande conversion » des élites a été analysée (5), les études manquent sur la base sociale de l'ancien parti unique. Or, lorsque celle-ci ruait dans les brancards, elle ne réclamait pas des privatisations.

« On peut se demander pourquoi c'est la classe ouvrière polonaise qui, de tous les pays de l'Est européen, relance périodiquement la lutte des classes, et pourquoi maintenant », observait le journaliste et ancien militant communiste polonais Victor Fay en 1980 (6). Chacune des grandes luttes d'indépendance polonaises fut marquée par de puissantes mobilisations ouvrières qui, après la seconde guerre mondiale, se déploient dans un rapport subtil avec le parti communiste de Pologne (Parti ouvrier unifié polonais, POUP), mais aussi avec la politique changeante du Kremlin vis-à-vis des partis communistes est-européens.

Ainsi, la rupture en 1948 entre le dirigeant yougoslave Josip Broz, dit Tito, et Joseph Staline, qui exprimait le conflit entre une aspiration à la souveraineté d'un communisme national et la politique hégémoniste du Kremlin, s'accompagna de purges « antititistes » en Pologne, en Bulgarie, en Hongrie ainsi qu'en Tchécoslovaquie. Après la mort de Staline, les excuses que son successeur, Nikita Khrouchtchev, formule publiquement aux communistes yougoslaves et la dénonciation des crimes de Staline lors du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'Union soviétique en février 1956 ravivent l'espoir que Moscou respectera les rapports égalitaires, nationaux et sociaux, qui structurent en théorie l'univers soviétique.

Jusqu'aux années 1980, tous les grands soulèvements démocratiques chercheront, explicitement ou dans les faits, à réduire l'écart entre la réalité de l'oppression bureaucratique et les principes socialistes. Ainsi, l'émergence des conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie en 1956 allait de pair avec l'exigence de mise à l'écart des dirigeants staliniens ; elle fut soutenue par des composantes importantes de chacun des partis. Découvrant les limites de la déstalinisation de l'URSS, la Yougoslavie titiste décide en 1956 d'impulser le mouvement des non-alignés, tout en affirmant l'autogestion (par opposition à la planification centralisée) comme la « voie yougoslave vers le socialisme ».

En Pologne, le retour triomphal, en octobre 1956, de Władysław Gomułka à la tête du POUP (dont il avait été exclu en 1948), la décollectivisation des terres et les faveurs accordées à l'épiscopat inquiètent Moscou. Toutefois, la profession de foi communiste du dirigeant polonais et sa promesse de respecter le « grand frère soviétique » poussent le Kremlin à se concentrer sur la mise au pas de la Hongrie. La Pologne échappe à l'intervention soviétique, mais les conseils ouvriers y sont canalisés, bien que des droits autogestionnaires aient été concédés dans les universités — la menace de les remettre en cause provoquera d'ailleurs l'explosion étudiante de 1968.

Au cours de la décennie suivante, les flambées de grèves ouvrières contre les projets de hausse des prix exprimaient la force d'un attachement au binôme « égalitarisme » et « stabilité de l'emploi »,

qui fonde ce que l'économiste Michael Lebowitz analyse comme une sorte de « contrat social » (aliéné) par lequel le parti unique cherchait à stabiliser son règne, au nom des travailleurs et sur leur dos (7). La légalité socialiste, qui faisait des producteurs les propriétaires des moyens de production, s'exprima de façon récurrente dans l'émergence de conseils ouvriers au sein des entreprises en même temps qu'étaient dénoncés les privilèges de la nomenklatura communiste. Jamais les dirigeants ne furent perçus comme des propriétaires légitimes. C'est la restauration capitaliste d'après 1989 qui établira leur vrai pouvoir de propriété, en l'occurrence celui de vendre les usines et de faire découvrir aux masses le chômage capitaliste.

## Les deux Solidarność

En attendant, le parti-État disposait du pouvoir de gestion des entreprises, dont il usait pour stabiliser son règne autrement que par la répression. Le syndicalisme officiel concentrait ainsi son action sur la distribution d'un revenu social, non monétaire et associé à l'emploi dans les combinats, sous la forme d'accès au logement, aux services de santé, à des centres de vacances, à des magasins. Dans la dernière décennie de l'URSS, plus de 60 % des revenus ouvriers relevaient de ces fonds collectifs en nature (8). Avec ce système, tous les choix et mécanismes économiques (y compris les prix) étaient perçus, à juste titre, comme politiques. D'où la dynamique rapidement subversive des grèves qui basculait presque spontanément d'enjeux économiques à l'exigence des droits sociaux et de propriété reconnus comme légitimes.

Or, dans les années 1960, des réformes de la planification centralisée tentèrent de réduire les gaspillages et d'améliorer la qualité des biens produits, mais sans augmenter substantiellement les droits des travailleurs. Il s'agissait d'introduire une autonomie de gestion des entreprises et d'inciter les directeurs à comprimer les coûts, ce qui menaçait le contrat social. Ces tentatives furent bloquées par des grèves (en Pologne) ou débouchèrent, à l'issue de mouvements sociaux, sur un élargissement des libertés et des droits des travailleurs dans les entreprises, comme en 1968 en Tchécoslovaquie. En Yougoslavie, le « socialisme de marché » subit un coup d'arrêt au début des années 1970 après la flambée de grèves et de luttes politiques (le « juin 68 » de Belgrade) contre les inégalités et la « bourgeoisie rouge ». La répression violente des grèves polonaises en 1970 entraîna la chute de Gomułka, remplacé par l'ancien mineur Edward Gierek, président de 1970 à 1980.

En Pologne, en Yougoslavie, en Hongrie, en Roumanie et en République démocratique allemande (RDA), le blocage des réformes de marché s'accompagna dans les années 1970 d'une ouverture aux importations occidentales destinée à répondre à la demande de consommation et à améliorer l'efficacité de la production grâce aux transferts de technologies. La crise de la dette en devises fortes qui affecte tous ces pays (9) se traduit en Pologne par une nouvelle tentative de réforme des prix. Laquelle provoque l'engrenage de grèves, bras de fer, négociations, qui jette les bases d'une auto-organisation ouvrière à l'échelle du pays en 1980-1981. Lors de la bataille pour la légalisation de Solidarność, on observe la montée en puissance au sein du syndicat indépendant d'un fort courant autogestionnaire (10). Fort de ses dix millions de membres, dont deux millions sont membres du Parti communiste, le syndicat indépendant conquiert en août 1981 le droit de tenir légalement son congrès. S'y élaborent à la fois un contre-pouvoir et un projet de société ancré dans le socialisme et le contrôle autogestionnaire des choix économiques (11). Que s'est-il donc passé entre 1981 et 1989 pour qu'une « thérapie du choc » libérale puisse être administrée sans grande résistance après la chute du Mur ?

## **Une poussée autogestionnaire**

Profondément impliqué dans le combat de Solidarność, dont il fut conseiller et porte-parole, l'intellectuel marxiste polonais Karol Modzelewski témoigne d'une conception de la démocratie qui, contrairement à celle de Havel, ne s'arrête pas aux portes des entreprises. Dans Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé (12), cet opposant de gauche estime, comme Havel, que le cours pris en 1989 en Pologne et dans l'ensemble des pays d'Europe de l'Est fut déterminé par la situation en URSS. Mais cela signifie pour lui que les travailleurs polonais ne pesaient plus sur la dynamique politique. La cause en fut, en décembre 1981, l'introduction de la loi martiale par le général Wojciech Jaruzelski. Modzelewski estime que 80 % des adhérents quittent alors le syndicat (forcé à la clandestinité), ce qui entraîne une profonde démoralisation et la démobilitation de toute une génération ouvrière. Il distingue deux Solidarność : le « grand » syndicat, solidaire et fraternel, « enfant du socialisme » et capable de « faire galoper l'histoire », d'une part ; et le second, qui émerge transformé par son passage dans la clandestinité : il « n'est plus un mouvement ouvrier de masse, mais une conspiration anticommuniste relativement restreinte ». Dès lors, le retour à la légalité autour de la « Table ronde » de 1989 (13) produisit un « choc de valeurs » : tout séparait les aspirations « collectivistes et solidaires » du syndicat ouvrier des origines et le type de « liberté sans égalité et sans fraternité — donc précaire » que prônerait le nouveau Solidarność, plébiscité par l'intelligentsia libérale pro-occidentale.

Pour les nouvelles et les anciennes « élites » de 1989, « l'Occident était comme La Mecque », explique Modzelewski, qui perçoit à ce moment un divorce entre intellectuels et travailleurs. Certes, au moment du triomphe électoral de 1989, « presque tous ont senti le goût de la victoire ». Mais « après, ils ont commencé à perdre : perdre sur leurs salaires, perdre leur travail, perdre l'enracinement dans la communauté des usines liquidées, perdre la certitude du lendemain et perdre leur dignité sociale ». La « république polonaise autogérée » inscrite dans le programme de Solidarność était contradictoire avec la restauration capitaliste. Mais aurait-elle résisté à une intervention militaire soviétique ?

Le retour sur l'expérience tchécoslovaque de 1968 donne plutôt des arguments en faveur d'une histoire ouverte. L'analyse traditionnelle de la révolte pragoise, explique Karel Kovanda (14), qui y fut impliqué comme étudiant, oppose les forces de la bureaucratie conservatrice — autour du secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque Antonín Novotný — à celles des libéraux réformateurs incarnées par son successeur Alexander Dubček, le tout dans un contexte de restructuration de l'économie planifiée. Mais ce clivage superficiel en oblitère un autre, au moins aussi structurant, au sein des progressistes, selon Kovanda. Il distingue d'un côté des « technocrates dans le domaine économique et libéraux en politique » qui « plaident pour des réformes bien contrôlées (...) conduites depuis en haut ». On les trouvait « à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti communiste tchécoslovaque [PCT] », tout comme d'ailleurs les membres de la seconde composante, celle qu'il appelle les « démocrates radicaux ». Pour ceux-là, « une participation populaire de masse était une condition essentielle pour engager un changement du système allant au-delà de la cosmétique » — ce qui soulevait la question de la mobilisation des travailleurs.

C'est pour accroître la popularité des réformes que Dubček avance l'idée d'un « socialisme à visage humain » dont les mouvements d'en bas s'emparent immédiatement. Selon Kovanda, le Conseil central des syndicats (URO), l'un des organes les plus conservateurs du pays, reçut au cours des premières semaines de 1968 environ 1 600 résolutions de sections locales portant sur la question des droits perdus par les travailleurs, y compris dans le fonctionnement du syndicat officiel lui-même. Le quotidien syndical Práce lança une croisade « exigeant pour les travailleurs les pouvoirs les plus étendus », cependant que, en avril 1968, l'influent hebdomadaire Reportér publiait une tribune appelant à un mouvement autogestionnaire des travailleurs.

Des propositions concrètes de statuts furent élaborées, en particulier dans les usines de ČKD, le plus grand complexe industriel de Prague, et celles de Škoda, à Plzeň. En avril 1968, le comité central du PCT dut intégrer à son programme la question des conseils ouvriers. Dans une étude publiée cette année-là dans la revue du comité central du PCT, Nová Mysl (« le nouvel esprit »), et portant sur 95 conseils, le sociologue Milos Barta souligne « la rapidité avec laquelle, après le développement du processus de démocratisation dans la société, l'idée de fonder des comités préparatoires de conseils ouvriers a pris racine et s'est répandue (15) ». À la veille de l'entrée des troupes soviétiques sur le territoire tchécoslovaque, le 21 août 1968, « près de 350 collectivités de travailleurs supposaient qu'un conseil ouvrier se trouverait à leur tête dès le 1<sup>er</sup> janvier 1969 ».

Devant cette poussée autogestionnaire, le projet d'une réforme sous bonne garde technocratique s'évanouissait. Les positions se répartirent non pas entre conservatisme et réforme, mais entre démocratie radicale et retour dans le giron bureaucratique. L'invasion ne fit qu'accélérer cette tendance. L'usine ČKD accueillit dans le district de Vysočany le congrès clandestin du PCT, qui dénonça l'intervention et élut un nouveau Comité central, non reconnu par Dubček, lui-même impliqué avec d'autres dirigeants dans une logique de compromis avec le Kremlin. Dans ce contexte, souligne Kovanda, « le "printemps de Prague" ne pouvait se poursuivre au cours de l'automne que dans la mesure où l'investissement populaire massif durait », avec la « transformation des usines en bastions de la démocratie économique — via les conseils » comme « principale priorité ».

En septembre 1968, 19 conseils existaient ; le 1<sup>er</sup> octobre, 143 autres commençaient à fonctionner. Fin octobre, alors que les chars du pacte de Varsovie (16) patrouillent dans les rues, le gouvernement encore dirigé par Dubček déclare, sans que les Soviétiques lui en aient donné l'ordre, qu'il n'est « pas approprié de poursuivre cette expérience ». La sortie suscite une vague de protestations syndicales reprises par la presse. En janvier 1969 — après plusieurs mois d'occupation —, « les conseils représentaient plus de 800 000 personnes, un sixième de la force de travail » (hors agriculture), rappelle Kovanda. D'autres se forment encore au printemps 1969. Fin juin, « on rapportait l'existence de 300 conseils et de 150 comités préparatoires », avec un prestige associé aux entreprises les plus grandes du pays. Un peu plus de la moitié étaient membres du PCT.

### **Pour une « démocratie radicale »**

Mais le retour de bâton avait commencé. Dès janvier 1969, le praesidium du Parti avait dénoncé les grèves étudiantes et ouvrières. L'étudiant Jan Palach s'était immolé par le feu le 16 janvier. Le 17 avril, Dubček fut éjecté de son poste. Au cours de l'été 1970, les conseils ouvriers, d'abord étouffés de fait, furent interdits. La « normalisation » s'achevait.

Pour Jaroslav Šabata, membre du courant autogestionnaire du PCT, élu au Comité central lors du congrès clandestin d'août 1968, les communistes tchécoslovaques « devraient être fiers du congrès de Vysočany, qui a rejeté l'invasion du pacte de Varsovie » ; mais ils devraient être moins fiers d'avoir « eux-mêmes contribué à la dispersion » de la « démocratie radicale », autogestionnaire et souveraine, à laquelle se rattachait ce congrès. À l'inverse, sa consolidation « aurait encouragé immensément toutes les forces réformistes du bloc soviétique et de l'URSS même » (17).

Šabata expliquait qu'il avait signé la Charte 77 parce qu'il fallait une « démocratie radicale » au sein même du mouvement communiste. Pourtant, la dimension sociale d'une telle démocratie — soumettre l'économie à des choix collectifs effectués dans un cadre de rapports sociaux égalitaires — était bien peu consensuelle au sein de la Charte 77. Et tout à fait incompatible avec le traitement des travailleurs dans le « capitalisme réellement existant » et la « construction européenne » qui émergent après 1989.

## Catherine Samary

### Notes

- (1) Cf. Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen, 1989 à l'est de l'Europe, une mémoire controversée, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 2009.
- (2) Timothy Garton Ash, « 1989 changed the world. But where now for Europe ? », The Guardian, Londres, 4 novembre 2009.
- (3) « Vaclav Havel : “Le régime s’effondrait d’heure en heure” », Le Figaro Magazine, Paris, 31 octobre 2009.
- (4) Timothy Garton Ash, We the People : The Revolution of '89 Witnessed in Warsaw, Budapest, Berlin and Prague, Penguin, Londres, 1993.
- (5) Georges Mink et Jean-Charles Szurek, La Grande Conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est, Seuil, coll. « L'épreuve des faits », Paris, 1999.
- (6) Lire Victor Fay, « Unicité du pouvoir politique, pluralité sociale et idéologique », Le Monde diplomatique, août 1980.
- (7) Michael A. Lebowitz, The Contradictions of « Real Socialism » : The Conductor and the Conducted, Monthly Review Press, New York, 2012.
- (8) David Mandel, « Perestroïka et classe ouvrière », L'Homme et la Société, n° 88-89, Paris, 1988.
- (9) Lire François Gèze, « Le poids de la dépendance à l'égard de l'Occident », Le Monde diplomatique, octobre 1980.
- (10) Cf. Zbigniew Kowalewski, Rendez-nous nos usines ! Solidarność, le combat pour l'autogestion ouvrière, La Brèche-PEC, Paris, 1985.
- (11) Lire Tamara Deutscher, « Le pouvoir polonais face à l'exigence de démocratisation de la classe ouvrière », Jean-Yves Potel, « Un projet politique pour la société tout entière », et Ignacio Ramonet, « La montée d'un contre-pouvoir dans la Pologne en crise », Le Monde diplomatique, respectivement mai 1981, août 1981 et octobre 1981.
- (12) Karol Modzelewski, Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2018.
- (13) Cette institution fut au premier semestre 1989 un lieu de discussions entre membres du gouvernement et mouvement dissidents, dont Solidarność.
- (14) Karel Kovanda, « Les conseils ouvriers tchécoslovaques (1968-1969) », À l'encontre, 24 août 2018 (publication originale : Telos, n° 28, université de Washington, été 1976).
- (15) « Chronologie et analyse de Milos Barta sur le “mouvement autogestionnaire” », À l'encontre, 20 août 2018. Cf. aussi Jean-Pierre Faye et Vladimír Fišera, La Révolution des conseils ouvriers, 1968-1969, Robert Laffont, Paris, 1978.
- (16) Alliance militaire regroupant alors les pays d'Europe de l'Est et l'URSS.
- (17) Jaroslav Šabata, « Invasion or our own goal », East European Reporter, vol. 3, n° 3, Londres,

automne 1988.

---

---

**P.-S.**

- Le Monde diplomatique. Mars 2020. Pages 22 et 23 :  
<https://www.monde-diplomatique.fr/2020/03/SAMARY/61544>
- Catherine Samary est économiste. Auteure de l'ouvrage *D'un communisme décolonial à la démocratie des communs*. Octobre 1917-2017, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2017.
- Pour s'abonner au Monde diplomatique :  
<https://boutique.monde-diplomatique.fr>